

Ecrit par le 18 décembre 2024

Budget : la faute aux collectivités ?



Il y a quelques jours nous dissertions sur l'état calamiteux des finances de notre pays. On va de surprise en surprise. Avec le temps le montant de la facture augmente à la vitesse de la lumière. Pendant la période « insouciant » des JO on a laissé filtrer, entre deux médailles d'or, qu'il faudrait trouver en urgence pour 2025, quelques 10 milliards d'euros. Une bagatelle. Ensuite on est passé à 20 puis 30 milliards. Et maintenant, on apprend que ce sera 60 milliards qu'il faudra trouver.

Diantre, mais qui tient les cordons de la bourse de cette manière ? A ce niveau la Grèce apparaît comme presque aussi bien gérée qu'un canton de la confédération helvétique. Dans ce scénario à peine croyable on s'en prend aux collectivités locales et en particulier aux départements. Ils auraient eu la dépense facile. Est-il utile de rappeler aux citoyens et contribuables que nous sommes tous, que ces collectivités, sont dans l'obligation de présenter des budgets à l'équilibre, eux !

Écrit par le 18 décembre 2024

« En plus, l'État ne cesse de nous imposer des dépenses qu'il ne compense jamais »

Dominique Santoni, Présidente du Conseil départemental de Vaucluse

De plus ces mêmes collectivités ne peuvent emprunter de l'argent pour payer de salaires, eux ! [« Que chacun balaie devant sa porte »](#) affirmait à ce propos, Dominique Santoni, la présidente du département de Vaucluse il y a quelques jours. « En plus, l'État ne cesse de nous imposer des dépenses qu'il ne compense jamais » ajout-elle. Force également de rappeler que l'augmentation des budget des collectivités s'est faite sur des lettres de cadrage provenant de Bercy... Précision supplémentaire et presque accablante, il y a encore peu on demandait à ces mêmes collectivités d'investir pour relancer l'activité et l'économie...

Si on veut ajouter à la confusion, une partie des nouveaux députés et ministres sortants dans la mouvance du Président de la République, comme Gérard Darmanin, ou Gabriel Attal annoncent qu'ils ne voteront pas un budget avec des augmentations des impôts. Faire le contraire aurait été un constat d'échec flagrant, mais pour des ministres sortants, s'abstenir aurait été plus juste et surtout plus décent. Des mots qui ne riment pas vraiment avec l'ambition politique personnelle...

Dans ce capharnaüm qui ressemble à un mauvais rêve, que fait aujourd'hui celui qui aimait, il y a encore peu, à jouer au chef de guerre et à s'exposer en première ligne ? Assistons-nous à une forme de capitulation ou de démission ?

Des gardes forestiers pour prévenir les feux dans le Ventoux, le Luberon et les Monts de Vaucluse

Ecrit par le 18 décembre 2024



Sept incendies sur 10 sont directement liés à des actes d'imprudence bien d'avantage que d'actes de malveillance. Dans ce cadre, la formation des personnels et la sensibilisation du public sur les comportements à risque est un enjeu majeur pour contribuer à une large part à la diminution des départs de feux.

La Région Sud vient de remettre les blasons aux membres de sa garde régionale forestière. En tout, 250 jeunes, se sont ainsi vus remettre ces insignes par François de Canson, vice-président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur lors d'une cérémonie qui s'est déroulée à l'Hôtel de région à Marseille. Créée en 2018, la [Garde régionale forestière](#) est composée de jeunes de 18 à 25 ans. Elle vise à améliorer la surveillance et de faire de la sensibilisation autour des incendies.

Parmi ces jeunes gardes forestiers 2024 ayant notamment suivi plusieurs formations qualifiantes (théorique, de terrain personnalisé, au premier secours labellisée PSC1...) plus d'une cinquantaine sont affectés au Vaucluse.

Ils sont ainsi 5 gardes à surveiller les forêts du territoire du Pays de Sorgues et des Monts du Vaucluse, 24 pour le [Parc naturel régional du Ventoux](#) et 28 pour le [Parc naturel régional du Luberon](#) qui s'étend principalement en Vaucluse mais aussi dans les Alpes-de-Haute-Provence.

Écrit par le 18 décembre 2024

Pour 2024, la Région Sud consacre un budget de 1,76M€ pour cette garde forestière dont le but est de préserver les milieux naturels et prévenir les risques d'incendie.

Depuis 2018, la région sud mène un plan 'guerre du feu' pour lutter contre les incendies et a investi près de 35 millions d'euros dans ce plan.

« Cette année ce sont 7,2M€ qui sont dédiés à la lutte incendies avec le soutien des fonds européens. 3 axes sont mis en place : prévenir, combattre et reconstruire » rappelle explique François de Canson.

Les territoires concernés :

- Pays de Sorgues et Les Monts du Vaucluse,
- Grand Site Sainte-Victoire,
- Parc Naturel Régional du Luberon,
- Parc Naturel Régional des Alpilles,
- Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume,
- Parc Naturel Régional du Verdon,
- Parc Naturel Régional des Préalpes,
- Parc Naturel Régional du Mont-Ventoux,
- Parc Naturel Régional de Camargue,
- Parc Naturel Régional des Baronnies,
- Parc Naturel Régional du Queyras,
- Parc National de Port-Cros,
- Parc National des Calanques,
- Communauté de Communes Méditerranée Porte des Maures,
- Commune d'Allauch,
- Bataillon des marins-pompiers de Marseille,
- Commune de Roquebrune-sur-Argens,
- Syndicat mixte du massif de l'Estérel,
- Communauté de Communes Alpes d'Azur,
- Parc National du Mercantour,
- Office National des Forêts (ONF) : site des Iles de Lérins.

Sarah Ripert & L.G.

Écrit par le 18 décembre 2024



© Pierre-Emmanuel Trigo

Luberon : 6e forum de l'agriculture et de l'alimentation durables

Ecrit par le 18 décembre 2024



Le [parc naturel régional du Luberon](#) et ses partenaires du [projet alimentaire territorial Luberon](#) organisent le 'forum de l'agriculture et de l'alimentation durables en Luberon'. Le thème de cette 6^e édition est : 'quelles actions concrètes les collectivités peuvent-elles mettre en place pour développer l'agriculture nourricière sur leur territoire ?'

Le [parc naturel régional du Luberon](#) et ses [partenaires du projet alimentaire territorial Luberon](#) organisent le 'forum de l'agriculture et de l'alimentation durables en Luberon', le mercredi 29 juin à la Fruitière numérique à Lourmarin à partir de 8h30.

Le thème de cette 6^e édition est : 'quelles actions concrètes les collectivités peuvent-elles mettre en place pour développer l'agriculture nourricière sur leur territoire ?'.

Cette journée s'adresse aux élus, aux agriculteurs, aux acteurs des filières agricoles/alimentaires, aux professionnels de la restauration collective.... sur réservation auprès de julie.rigaux@parcduluberon.fr

Au programme

Après une matinée d'informations et de retours d'expérience, un temps de discussion autour d'actions concrètes à mettre en place aura lieu l'après-midi. La journée se terminera par des visites selon plusieurs thèmes, à l'image de l'approche multithématique d'un projet alimentaire territorial (PAT)

Ecrit par le 18 décembre 2024

9h : discours d'ouverture

[Patrick Courtecuisse](#), vice-président du parc naturel régional du Luberon, en charge de l'agriculture et du tourisme durables.

9h10-9h30 : l'agriculture nourricière du Luberon

[Julie Rigaux](#), animatrice du projet alimentaire territorial du Luberon.

9h30-10h30 : conférences

'Reterritorialiser notre alimentation' par [Nicolas Bricas](#), chercheur au [Cirad](#) (recherche agronomique et coopération internationale), [UMR MoISA](#) (unité de recherche interdisciplinaire sur les systèmes agro-alimentaires) et titulaire de la [Chaire Unesco Alimentations du Monde](#).

'Manger sain et durable, pourquoi et comment ?' par Denis Lairon, nutritionniste, directeur de recherche émérite Inserm (institut national de la santé et de la recherche médicale)

10h50-12h15 : les actions à l'échelle communale

Alimentation durable pour tous : Ville de Miramas.

Le Gardenlab de Gignac-la-Nerthe : un projet agroécologique, alimentaire et citoyen.

Restauration durable depuis 2015 à Avignon.

14h-16h : échanges dynamiques et définition des actions concrètes : quels outils à disposition des collectivités pour développer un projet agricole et alimentaire local ?

Avec la [DRAAF](#) (direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt), la [région sud](#), le [département de Vaucluse](#), la [SAFER 04](#), [Terre de liens](#), les chambres d'agriculture [04](#) et [84](#), le réseau régional des magasins de producteurs, l'[INRAE](#), le [groupe de recherche en agriculture biologique](#).

16h15 : départ pour les visites (sur inscription)

Visite 1 : magasin de producteurs « la Bardane » - Cadenet

Visite 2 : élevage - Sébastien Félix - Lauris

Visite 3 : restauration scolaire - Lauris

Visite 4 : projet commune ferme, association au maquis - Lauris

Visite 5 : cité vivante de l'alimentation - mairie de Lauris

Conférences, partages d'expériences de collectivités, échanges et visites de terrain, mercredi 29 juin à la Fruitière numérique à Lourmarin à partir de 8h30 - réservation auprès de julie.rigaux@parcduluberon.fr

J.R.

Ecrit par le 18 décembre 2024



6^E FORUM DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION DURABLES EN LUBERON

Quelles actions concrètes peuvent mettre en place
les collectivités pour développer l'agriculture nourricière
sur leur territoire ?

INVITATION

(sur réservation)

Conférences,
partages d'expériences de collectivités,
échanges dynamiques et visites

La Fruitière numérique
LOURMARIN
29 juin 2022
de 8h30 à 17h



Inscriptions avant le 24 juin
Contact : Julie Rigaux
julie.rigaux@parcduluberon.fr
06 21 54 25 25

Département, le Contrat territorial d'avenir bientôt en ordre de marche

Le contrat territorial d'avenir a été pensé pour structurer le Contrat de plan État-Région (CPER) 2021-2027. Au total, au niveau régional, l'État et la Région engageront conjointement 5 120,772 M d'€, au profit de l'adaptation des territoires à un nouveau modèle de développement solidaire et respectueux de l'environnement.

Le volet Vauclusien comprend 6 catégories de projets avec un accompagnement immédiat d'opérations ciblées :

- **Equilibre et solidarité des territoires** : 9 projets structurants seront financés sur la période 2021-2027 entre l'État et la Région pour un montant global de plus de 34M€ ;
- **L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation** : qui bénéficieront d'une enveloppe État : 8,6 M€, Région à hauteur de 7 M€ et le Département pour 3,8M€ en faveur de Jean Zay Agroparc, de l'Université d'Avignon ainsi que de l'[Inrae](#) (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) ;
- **La culture et le patrimoine** : avec près de 13,6 M€ contractualisés entre l'État et la Région ;
- **la mobilité douce** : l'État et la Région souhaitent conjointement s'engager en faveur du territoire sur le développement de la mobilité douce, avec plus de 7M€ mobilisés sur de nombreux projets d'aménagements cyclables ;
- **Les transports collectifs** : le projet emblématique du tramway du Grand Avignon -2ème phase- avec des crédits contractualisés État - Région de près de 16 M€. En soutien aux transports collectifs en site propre, l'État finance également la navette express Les Angles - Avignon pour un montant de 2,15M€ ;
- **La transition climatique**, énergétique et environnementale, l'État, l'[Agence de l'eau](#), l'[Adème](#), les [fonds friches](#), la Région et le Département soutiennent les projets portés par les collectivités territoriales sur cette thématique à enjeux, pour un montant global de près de 11,3M€.

Le document concernant le territoire vauclusien sera prochainement co-signé par [Christophe Mirmand](#), préfet de région Paca, [Bertrand Gaume](#), préfet de Vaucluse, [Renaud Muselier](#), Président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et [Dominique Santoni](#), Présidente du Conseil départemental de Vaucluse.

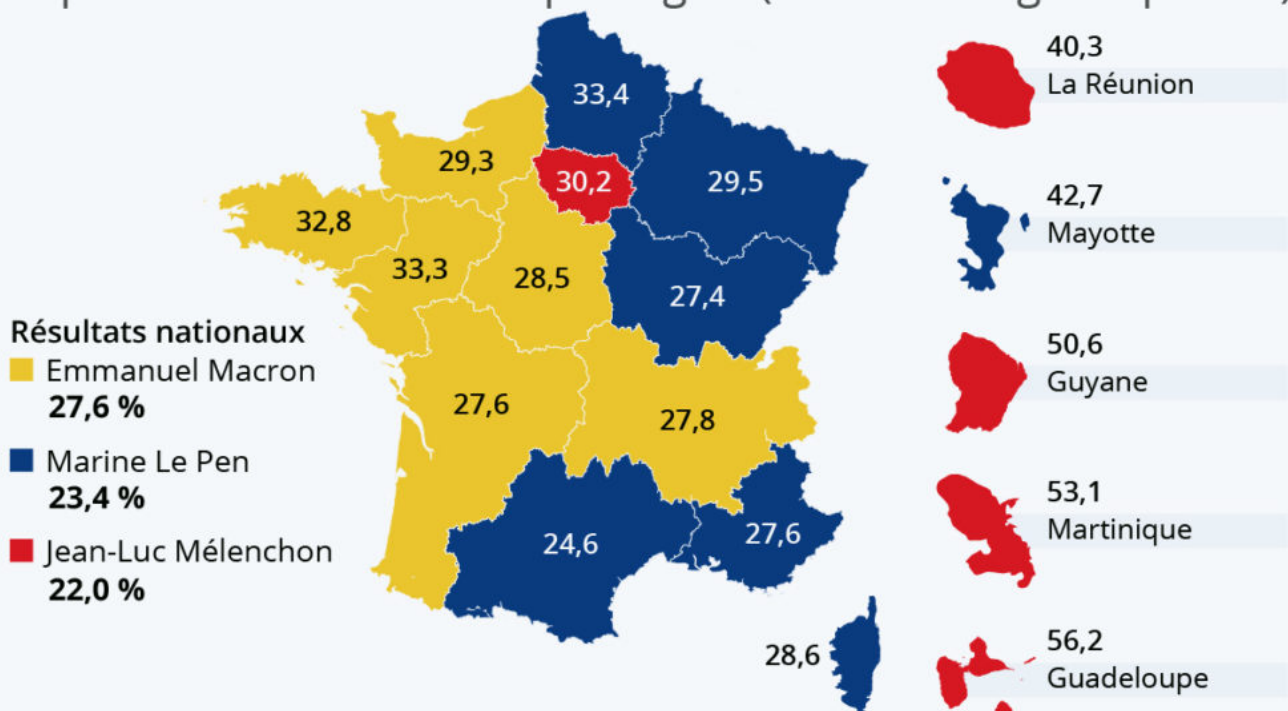
MH

Présidentielle 2022 : les candidats arrivés en tête par région

Ecrit par le 18 décembre 2024

Présidentielle 2022 : les candidats arrivés en tête par région

Candidats arrivés en tête au 1er tour de l'élection présidentielle en France par région (% des suffrages exprimés)



Résultats provisoires sur la base de 97 % des électeurs inscrits (consultés le 11 avril 2022, 10h00 UTC+1).

Sources : Ministère de l'Intérieur, Le Monde



Marqués par une forte abstention (26 %), les résultats du premier tour de l'[élection présidentielle 2022](#) révèlent une tripartition du paysage politique français. À l'échelle nationale, Emmanuel Macron est arrivé en tête des suffrages (27,6 %) devant Marine Le Pen (23,4 %), tandis que Jean-Luc Mélenchon (22,0 %) se classe troisième, à quelques 420 000 voix du second tour. Loin derrière, Eric Zemmour (7,1 %) est le seul autre candidat à avoir passé la barre des 5 %, alors que les partis traditionnels de la Vème République

Écrit par le 18 décembre 2024

sont au plus bas : 4,8 % pour la candidate LR et 1,8 % pour celle du PS.

Comme montre notre carte des résultats du premier tour (données provisoires basées sur 97 % des inscrits), cette partition du [paysage politique](#) s'entrevoit aussi à l'échelle territoriale. [Emmanuel Macron](#) est arrivé premier dans 6 régions sur 18, principalement au centre et à l'ouest, enregistrant ses meilleurs scores en Bretagne et dans les Pays de la Loire (autour de 33 % des votes). [Marine Le Pen](#) termine quant à elle en tête dans 7 régions : dans le quart nord-est et au sud de l'Hexagone, mais aussi en Corse et à Mayotte, deux régions à forte abstention (plus de 37 % et 59 %). De son côté, Jean-Luc Mélenchon décroche la première place dans les suffrages en Île-de-France (de peu), ainsi que dans quatre des cinq régions d'outre-mer, où la participation se situe en moyenne autour de 50 %.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

A Marseille, l'Europe dans l'impasse avec la question des régions

Écrit par le 18 décembre 2024



Des régions et des villes, il en a été bien peu question au cours du 9^e sommet européen qui leur était consacré à Marseille (3 et 4 mars). On y a multiplié les déclarations solennelles en faveur de l'Ukraine. Nombre de participants ont préféré le vent du bord des plages ensoleillées à celui de l'Histoire d'un continent qui n'a plus vraiment de discours sur sa cohésion. La faute à Poutine ?

Il y avait bien une jeune femme dans un ensemble en mousseline – jaune pour le pantalon, bleu pour la veste – arpentant les allées du congrès. Et puis une autre élégante, se servant d'un drapeau ukrainien en guise d'étole satinée, sirotait paisiblement un jus de fruit.

Le temps était venu pour les participants du « Sommet des villes et des régions européennes », représentant des milliers d'élus issus de centaines de régions, de rejoindre la grande salle, à moitié pleine, ou vide, c'est selon.

Après le déjeuner, les envolées lyriques sur l'Europe se dressant fièrement face à la barbarie ne font pas recette auprès de cette multitude. Quelques applaudissements timides se font entendre. Si l'heure est grave, c'est parce qu'on ronfle.

Exit l'auberge espagnole, place à l'auberge rouge ?

Ecrit par le 18 décembre 2024

Il faut dire que les discours et le langage font même penser aux bonnes feuilles de cette bonne vieille Pravda (« La Vérité », en russe). Ainsi, madame Elisa Ferreira, commissaire à la cohésion et aux réformes, déclare : « Le 8^e rapport sur la cohésion montre clairement l'importance de la politique de cohésion dans l'amélioration de la convergence et la réduction des inégalités entre les pays et les régions de l'Union. En recensant les domaines dans lesquels les États membres et les régions doivent progresser et s'améliorer, le rapport nous permet de tirer les leçons du passé pour mieux nous préparer à relever les défis à venir ». Tout ça pour dire que cette fameuse politique de cohésion qui intéresse au premier chef les villes et les régions aurait permis en quelques années de réduire de 3,5% l'écart entre le PIB par habitant des 10% de régions les plus riches et le moins riches.

Mieux, on apprend que le même PIB par habitant des régions les moins développées devrait progresser de 5% d'ici 2023. Comment tenir une telle promesse, fût-ce à coup de centaines de milliards d'euros ?

D'une part, l'Union européenne dont l'argument politique fondamental est d'avoir construit 75 ans de paix, s'effondre. La guerre est aujourd'hui à ses portes et ses frontières sont largement, et depuis longtemps, ouvertes aux personnes sans droit ni titre pour les franchir. La joyeuse auberge espagnole des étudiants d'Erasmus s'est fanée.

D'autre part, l'effort effectué pour réduire les écarts entre les pays et régions de l'Union n'a pas encore permis de se remettre de la pandémie qui est passée par là – et reviendra peut-être par ici – ni d'engager une transition vers l'avenir d'un continent « vert et numérique » capable d'une croissance à long terme, de l'aveu même de l'UE.

« Belles déclarations » et développement territorial

C'est ce que tente de faire comprendre le vice-président du Comité européen des régions, le portugais Vasco Alves Cordeiro. « Il y a un risque d'être dépassé par l'Histoire et les événements disruptifs qui se produisent autour de nous. Il faut faire preuve de lucidité et ne pas seulement se contenter de belles déclarations mais encore prévoir les nouveaux moyens financiers et humains qu'elles supposent », prévient-il. « Que va exiger la cohésion dans le cas qui nous occupe, à savoir celui de l'Ukraine et des membres de l'Union les plus proches de ses frontières ? ». Historiquement, la crise financière de 2008 a pu être amortie par la politique de cohésion qui représente aujourd'hui plus de 50% des investissements publics pour certains Etats membres. L'incidence de la pandémie a été réduite en mettant à disposition des collectivités locales plus de 70 milliards (programmes CRII et React-Eu). Il est aujourd'hui question de mettre en œuvre une action d'adaptation au changement climatique. Tous ces efforts budgétaires finiront-ils par manquer aux régions alors que jusqu'ici, les résultats de cet « outil fantastique qui va au plus près des territoires pour consolider leur développement », selon la formule de Jacqueline Gourault – ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales – sont plutôt contrastés ?

Un équilibre économique européen de plus en plus fragile

Des régions et des villes, il en sera peu question lors des débats marseillais, mettant en sourdine ce que les fonctionnaires et élus désignent comme un « piège de développement ». Certes, on savait que les pays boulets de la croissance sont ceux qui se traînent le plus de dettes. Grèce, Italie, Espagne et demain France.

Mais ce sont, plus fondamentalement, les régions à « revenus intermédiaires » où le PIB par habitant est compris entre 75% à 100% de la moyenne de l'Union qui posent problème : pas de croissance, un déclin

Ecrit par le 18 décembre 2024

économique marqué par la baisse de la productivité, de l'emploi, de l'investissement, de la formation et de la démographie. Les mêmes ingrédients ont déjà précipité dans une grande pauvreté les zones frontalières russes et européennes de plus ou moins longue date : la Moldavie, une partie de la Roumanie et bien sûr de l'Ukraine.

Il faudrait donc concevoir une stratégie plus fine et sophistiquée permettant aux régions d'inverser la vapeur et de saisir toutes les opportunités de développement.

L'ancien premier ministre Belge, Elio Di Rupo, président de la Wallonie observe que « les programmes européens concernent des subventions accordées à partir d'indicateurs économiques nationaux, alors que l'on peut avoir des régions disparates au sein d'un seul pays. Il me semble très important au plan démocratique que toute une série de programme aille directement se faire entre la Commission européenne et ces régions en tenant compte de leur économie locale ».

10 milliards pour notre région

Mieux cibler les investissements de l'UE suppose d'améliorer les administrations régionales et le cadre institutionnel. Mais cette décentralisation, à laquelle Renaud Muselier est pourtant très attaché, paraît bien périlleuse. « Je suis très partagé sur cette proposition. Notre région, par exemple, a failli être exclue d'un dispositif européen. Travailler avec l'Etat dans un esprit de partenariat est donc très utile pour arbitrer car, souvent, on peut remarquer que les régions les plus contributrices sont aussi celles qui peuvent être les plus pénalisées. Ainsi, la région n'a cessé d'augmenter la captation de financements européens pour soutenir plusieurs milliers de projets. L'Europe qui a apporté 4,6 milliards d'€ à notre région ces six dernières années, et qui va nous en apporter 10 milliards dans les six prochaines. La portée et l'avancée des projets soutenus sur tout le territoire sont telles que Provence-Alpes-Côte d'Azur intègre le top 10 des régions européennes pour la consommation des fonds ». Reste à voir si la période de programmation 2021-2027 guidant les politiques et les investissements de l'Union pour aider les régions à atteindre une croissance à long terme équilibrée et durable a encore ses chances dans un monde où on ne peut pas toujours tourner le dos à la réalité.

Aménagement du territoire : le Ceser auditionne le maire de Forcalquier

Aménagement du Territoire : David Géhant vient d'être auditionné par la Commission 'Prospective' du [Ceser Provence-Alpes-Côtes d'Azur](#).

A 32 ans, [David Géhant](#), maire LR de Forcalquier, président de la Communauté de Communes Pays de Forcalquier-Montagne de Lure est aussi, depuis la nouvelle mandature de Renaud Muselier, 5^e vice-

Ecrit par le 18 décembre 2024

président du Conseil régional en charge de l'aménagement du territoire et de l'aide aux communes et intercommunalités.

Il a témoigné devant les élus de la Commission du Ceser (Conseil économique, social et environnemental de la région Sud) : « Ce territoire incarne l'avenir. Il est attractif avec ses atouts majeurs : 300 jours de soleil par an, qualité de vie, pureté de l'air, diversité des paysages avec sa mer, ses lacs, ses montagnes, ses collines, ses grands ports, ses 2 aéroports internationaux - Nice et Marseille Provence - son TGV, son flux logistique entre Espagne et Italie. C'est un domaine hétérogène, avec une densité différente entre métropoles et arrière-pays rural. »

« C'est la deuxième région de France après la Bretagne où 70% de la population est fière de son histoire » poursuit-il. « La crise sanitaire a accéléré certains phénomènes, l'envie de mieux manger, d'avoir un cocon familial plus confortable, plus doux, l'envie de terrasses, de campagne, de nature, de jardins, de grands espaces, loin des pôles urbains. Des biens qui étaient à la vente depuis 10 ans ont été acquis en quelques mois mais 30% plus cher. Ils ont donc besoin de mobilité, de services publics de proximité, de crèches, de maisons de santé et de travail. »

Le rôle de la Région

L' élu insiste sur le rôle de la Région Sud : « Elle doit être le partenaire des collectivités locales, aider les plus petites communes en fonction des contraintes du territoire, pas forcément du nombre d'habitants. Quand un salarié est payé 2 000€, il coûte 3 150€ à son entrepreneur, c'est dire le poids des charges, le coût du travail. Trouver un médecin, un gynécologue ou un ophtalmologue relève trop souvent du parcours du combattant. Il nous faut avancer ensemble dans le cadre du 'Plan climat' ou du 'Plan cancer'. D'ailleurs, Forcalquier est une ville pilote où l'on interdit de fumer à proximité des écoles et des jardins municipaux. Il faut savoir que 35% des enfants de 10-15 ans ont déjà fumé. Ce n'est pas l'idéologie qui nous guide mais le pragmatisme. »

« Ce n'est pas l'idéologie qui nous guide mais le pragmatisme. »

Autre sujet abordé par Davie Géhant : le foncier. « Il devient rare, et avec la loi sur l'interdiction d'artificialisation des sols d'ici 2050, il sera impossible aux entreprises de s'agrandir, d'installer de nouvelles zones d'immobilier industriel ou commercial. Sans parler des risques d'incendies, des PPRI (Plans de Prévention des Risques d'Inondation) qui gèlent des centaines d'hectares en raison de possibles crûes. De moins en moins de permis de construire seront donnés. Nous devons donc trouver une autre forme d'urbanisme, d'architecture, sur pilotis pour pallier tout risque de submersion. »

L'atout tourisme

Le tourisme est un atout majeur de la région : 23 millions de visiteurs en 2019 avant le coup d'arrêt induit par le Covid. « Il n'y a pas que le ski l'hiver et la plage l'été. Le tourisme représente 40% du PIB (Produit intérieur brut) des Alpes de Haute-Provence. Nous devons nous professionnaliser, développer une attractivité sur 4 saisons avec des loisirs adaptés, des offres culturelles et sportives tout au long de l'année, pas seulement pendant les vacances scolaires » conseillera David Géhant. Et le président de la

Écrit par le 18 décembre 2024

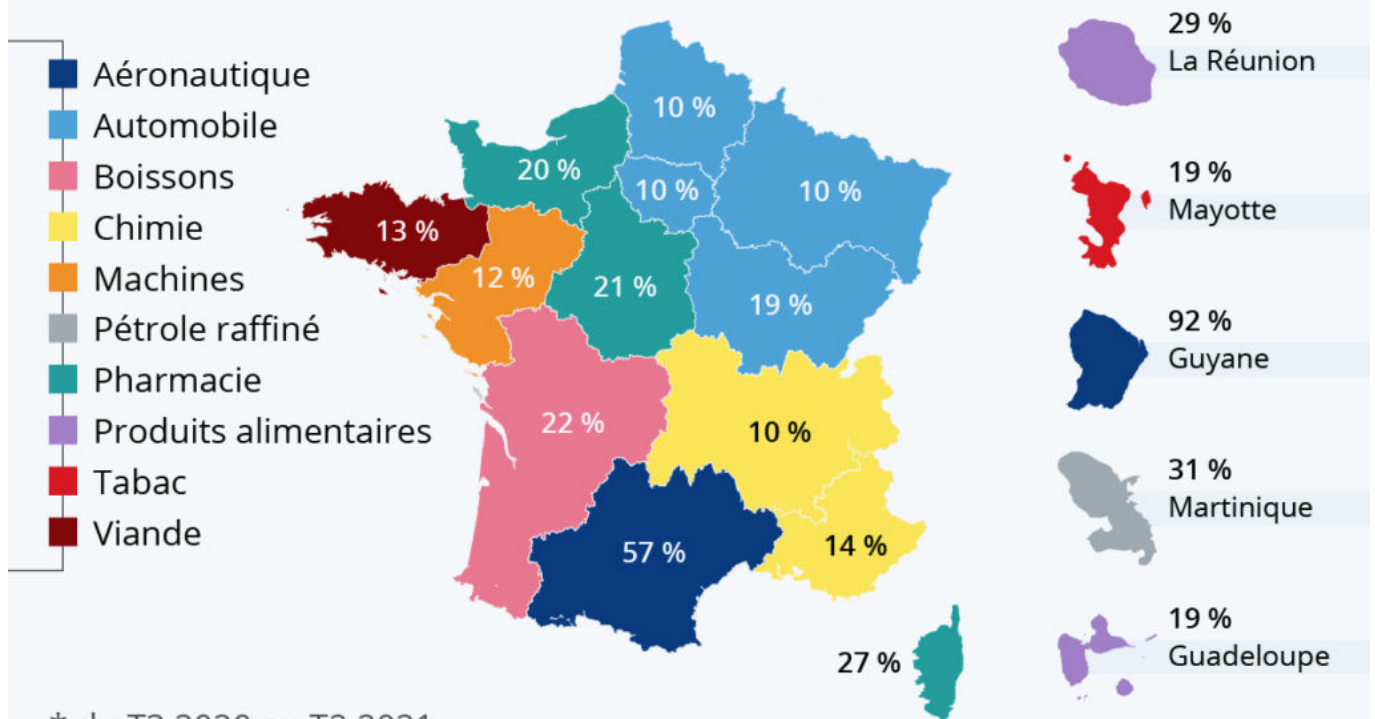
commission 'Prospective' du Ceser, Patrick Heintz de conclure ainsi la séance : « Le tourisme doit monter en gamme, sortir de la saisonnalité pour attirer encore plus de monde et surtout développer l'emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur ».

Les produits les plus exportés par région

Écrit par le 18 décembre 2024

Les produits les plus exportés par région

Premier secteur d'exportations dans les régions de France et d'outre-mer en valeur (% du total) *



* du T3 2020 au T2 2021.

Source : Direction générale des douanes



statista

Après une baisse généralisée des échanges en 2020, le commerce mondial est reparti à la hausse en 2021 et la reprise s'avère plus rapide que prévu pour les [entreprises exportatrices françaises](#). Comme le [rapporte](#) Les Échos, au deuxième trimestre, les exportations tricolores avaient retrouvé leur niveau d'avant crise dans tous les secteurs, sauf l'[aéronautique](#). L'Occitanie, plaque tournante de cette activité dans l'Hexagone, a été la région la plus touchée au niveau industriel en 2020. L'économie de ce territoire

Écrit par le 18 décembre 2024

dépend beaucoup de l'industrie aéronautique, qui représente 57 % de la valeur de ses exportations d'après les [données](#) de la Direction générale des douanes.

Notre carte fait le tour d'horizon des produits les plus exportés par les régions de France et d'outre-mer, selon la part dans la valeur des exportations (entre juillet 2020 et juin 2021). On constate que l'industrie automobile est le premier secteur d'exportations dans le quart nord-est du pays, tandis qu'à l'ouest, l'élevage et la viticulture restent les grandes spécialités respectives de la Bretagne et de la Nouvelle-Aquitaine. Ailleurs dans l'Hexagone (sauf Occitanie et Pays de la Loire), ce sont les produits chimiques et pharmaceutiques qui arrivent en première position.

Dans les régions d'outre-mer, les exportations de produits alimentaires génèrent le plus de revenus à la Réunion et à la Guadeloupe, alors que l'activité aérospatiale (construction de fusées à Kourou) représente plus de 90 % de la valeur des exportations de la Guyane. L'économie de la Martinique dépend quant à elle beaucoup du raffinage pétrolier, avec la présence sur l'île de la raffinerie des Antilles-Guyane.

Tristan Gaudiaut pour Statista

(Vidéo) Antivax : la Région condamne le blocage du 'Vaccinobus' à Carpentras

Renaud Muselier, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, vient de condamner le blocage du [Vaccinobus](#) à Carpentras. Ce dernier dénonce le comportement « violent » des antivax.

Ce Vaccinobus devait se rendre aujourd'hui au Lycée Fabre de Carpentras pour réaliser une opération de vaccination auprès des lycéens et équipes encadrantes volontaires, dans le cadre de la campagne lancée conjointement le 13 septembre dernier avec l'ARS et la Croix-Blanche. « Une manifestation 'antivax' a été organisée à l'entrée de l'établissement scolaire et a empêché l'entrée du vaccinobus avec un slogan 'Bloquons partout ces vaccinodromes ambulants qui viennent traquer les ados jusque dans les collèges et lycées' », explique-t-il.

Suite à cela, le Vaccinobus a dû quitter les lieux, sous la pression des manifestants (ndlr : [une vidéo du blocage du bus](#) est d'ailleurs publiée sur les réseaux sociaux). Toutefois, les infirmières, le médecin et le personnel de la Croix Blanche en charge de la vaccination ont tout de même pu rentrer dans l'établissement pour réaliser la vaccination de 22 lycéens alors que 70 étaient inscrits initialement.

Poursuites pénales et poursuite de la vaccination

« Ces violences sont inacceptables et insupportables, et la condamnation de notre collectivité est totale », poursuit le président de la région Sud malade du Covid depuis 3 semaines désormais qui assure que « si

Écrit par le 18 décembre 2024

je n'avais pas été vacciné, j'aurais été un candidat idéal pour les services de réanimation ! »
« Les opérations du vaccinobus se poursuivront sur l'ensemble du territoire régional dès demain et seront accompagnées de notre brigade mobile de sécurité pour les encadrer, prévient Renaud Muselier. Depuis le 13 septembre, 150 lycéens ont pu être vaccinés grâce à cette opération, sur la stricte base du volontariat, sans forcer personne. Notre collectivité continuera de proposer à tous, quel que soit l'âge et quel que soit le territoire, la vaccination pour lutter contre l'épidémie. » Et le président de la Région de préciser que «si La Croix Blanche ou la FNTV choisissent de poursuivre en justice les auteurs de ces violences, la Région sera évidemment à leurs côtés ».

L.G.

Une vidéo du blocage du bus est d'ailleurs publiée sur les réseaux sociaux. Le Vaccinobus a dû quitter les lieux, sous la pression des manifestants.